



GENEVA CALL  
APPEL DE GENÈVE  
LLAMAMIENTO DE GINEBRA

### Dialoguer avec tout le monde?



Tribune de Genève 14 octobre 2008  
Elisabeth Decrey Warner, Présidente de l'Appel de Genève

Le discours de Madame Calmy-Rey à la conférence des ambassadeurs en août a suscité la polémique. Cette polémique, en fait née d'un malentendu, a le mérite d'aborder un sujet peu évoqué: peut-on dialoguer avec tout le monde?

Il faut ici séparer la forme du fond. Sur la forme, Madame Calmy-Rey a-t-elle bien fait de citer Oussama Ben Laden? A elle de juger au vu des réactions.

Sur le fond par contre les faits lui donnent raison: le dialogue est un outil essentiel de la politique de paix et de la politique humanitaire. Aujourd'hui, la plupart des conflits armés sont internes, impliquant des groupes armés. Il suffit de parcourir la presse pour le constater: Colombie, Sri Lanka, Darfour, Somalie, la liste est longue. Et si l'on veut mettre fin à ces conflits et aux souffrances qu'ils engendrent, qui faut-il engager si ce n'est les parties impliquées? Les exemples récents du Népal, de l'Irlande du Nord, du Sud Soudan ou d'Aceh le démontrent: la plupart des conflits armés se sont terminés par des accords de paix élaborés au cours de dialogues. L'histoire montre que l'option militaire met rarement fin à ces conflits et qu'il y a peu d'exemples de victoires durables contre des guérillas. (Plus de 30 ans de tentatives militaires infructueuses en Colombie, en Turquie, au Sri Lanka) depuis le 11 septembre 2001, certains Etats qualifient toute opposition armée, quelles que soient les méthodes utilisées, de «terroriste». Ils s'opposent à tout dialogue avec ces groupes, même à des fins humanitaires, arguant que cela leur conférerait une légitimité inacceptable. Mais de quelle légitimité parle-t-on face à des souffrances humaines? Que l'on ne se méprenne pas sur ces propos. Dialoguer ne signifie pas «approuver» ou «cautionner». Les attaques contre les civils sont inacceptables et doivent être combattues et condamnées avec la plus grande fermeté. Mais il faut se rendre à l'évidence: ni l'exclusion, ni la diabolisation ne permettront d'enrayer la spirale de la violence et de mettre fin aux souffrances causées par les conflits armés. Au contraire.

De nombreux acteurs l'ont compris et s'emploient à aider les populations civiles en négociant avec toutes les parties, incluses celles qualifiées de «terroristes». Et leurs efforts ne sont pas vains. L'expérience de l'Appel de Genève en témoigne. Depuis plus de 8 ans, cette ONG dialogue avec plus de 60 groupes armés dans le monde afin de les persuader de renoncer à l'usage des mines antipersonnel. 35 d'entre eux en ont pris l'engagement et le respectent, et plusieurs ont détruit leurs stocks et coopèrent à des programmes de déminage et d'aide aux

victimes dans les zones qu'ils contrôlent. Bien sûr de nombreux défis demeurent, mais les résultats obtenus montrent que le dialogue avec les groupes armés peut être bénéfique pour les populations civiles.

Que ceux qui estiment que de tels dialogues sont inacceptables aillent le dire aux victimes. Si parler peut sauver des vies humaines, voire ouvrir des chemins de paix, alors oui, parler est de notre responsabilité. Et la Suisse a sur ce terrain-là un rôle particulier à jouer vu son histoire, son expérience et sa réputation. Elle peut en être fière et doit poursuivre cette tradition.